

## GRÈCE : LA FISCALITÉ ET LA COMPTABILITÉ

Dans cette page : [Les taxes sur les sociétés](#) | [Les règles comptables](#) | [Les taxes à la consommation](#) | [Les taxes sur le revenu des personnes](#) | [Les conventions de non double imposition](#) | [Les sources d'information fiscale](#)

### Les taxes sur les sociétés

La distinction entre société résidente et société étrangère

Une entreprise est réputée résidente si elle est enregistrée ou si son centre de gestion effectif est en Grèce, ainsi que si son siège social est en Grèce. Les sociétés résidentes sont imposées sur leurs revenus mondiaux tandis que les sociétés non résidentes ne sont imposées que sur leurs revenus d'origine grecque.

### Le taux standard

Impôt sur les sociétés	22% à partir de 2022
Établissements de crédit soumis à la provision spéciale de constatation d'actifs d'impôt différé	29%

Le taux d'imposition pour les sociétés étrangères

Les sociétés résidentes paient des impôts sur leurs revenus mondiaux, tandis que les sociétés non-résidentes ne paient des impôts que sur leurs revenus d'origine grecque.

Les succursales grecques d'établissements de crédit non résidents sont imposées au taux de 29% si elles sont soumises à la disposition spéciale de reconnaissance « actif d'impôt différé ».

La taxation des plus-values

Les plus-values sont imposées comme un revenu normal des sociétés au taux standard de 22 %. Les plus-values provenant de la vente d'actions dans une filiale de l'UE sont exonérées d'impôt si la participation est supérieure à 10 % et a été détenue pendant au moins 24 mois.

Les déductions et les crédits d'impôt

De manière générale, tous les frais et les dépenses engagés pour la recherche scientifique et technologique sont déductibles. Le Code des impôts sur le revenu comprend une liste de dépenses non déductibles. Ce nouveau code, contrairement au précédent, ne fait aucune référence spécifique à la déductibilité des dons aux organismes de bienfaisance, et à ce titre, les autorités fiscales grecques doivent examiner tous les cas de dons un par un pour permettre une déduction fiscale (comme pour les dispositions sur le goodwill). Les dépenses liées aux actions de responsabilité sociale des entreprises sont considérées comme déductibles dans l'année fiscale au cours de laquelle elles ont été engagées.

Certaines provisions pour créances irrécouvrables et radiations sont déductibles. Les pertes d'exploitation nettes peuvent être reportées jusqu'à cinq ans pour compenser les avantages sociaux, alors que le report en arrière des pertes n'est pas autorisé.

Sur la base des dispositions de la loi 4308/2014 (normes comptables grecques), les frais d'établissement sont déductibles fiscalement dans l'année où ils ont été encourus s'ils ne relèvent pas d'une catégorie d'actifs (y compris les actifs corporels et incorporels - des conditions s'appliquent).

Les redevances, les intérêts et les frais de service versés aux filiales de sociétés étrangères sont des dépenses déductibles selon certaines exigences et conditions. Des restrictions sur la déductibilité des intérêts s'appliquent.

Les autres taxes sur les sociétés

Un droit d'apport de 0,5 % sur les augmentations de capital social et d'autres régimes fiscaux spéciaux (pour les compagnies maritimes, les sociétés d'investissement immobilier, les fonds communs de placement et les centres de coordination) sont imposés en Grèce. Une surtaxe de 0,1% au profit du comité de concurrence s'applique sur l'apport de capital à une société anonyme.

Un impôt sur la propriété foncière (ENFIA) est prélevé annuellement sur les biens immobiliers situés en Grèce, composé d'un impôt principal calculé en fonction des caractéristiques du bien et d'un impôt complémentaire calculé au taux de 0,55 % sur la valeur fiscale totale de tous les biens de l'entreprise (par ailleurs, les biens occupés par la société sont soumis à une taxe supplémentaire de 0,1%). Pour les entreprises, il existe également une taxe spéciale annuelle de 15% de la valeur fiscale du bien (certaines exonérations s'appliquent). Le droit de mutation immobilière (RETT) est imposé sur la valeur des biens transférés au taux forfaitaire de 3,09% (y compris la surtaxe communale). Cette taxe n'est pas imposée si la TVA est due sur l'achat de nouveaux bâtiments.

Les cotisations sociales sont dues sur le salaire et les avantages en espèces ou en nature accordés par un employeur à ses salariés. Pour la caisse primaire de sécurité sociale (EFKA), les cotisations sociales sont retenues à 14,12% au niveau du salarié et à 22,54% au niveau de l'employeur (plafonné à 6 500 EUR/mois). En outre, les employeurs sont tenus de soumettre des retenues à la source sur les paiements de salaire mensuels dans le cadre d'un système Pay-As-You-Earn (PAYE).

Les autres ressources utiles Direction générale des impôts du ministère hellénique des finances

Consultez le site Doing Business - Grèce, pour connaître le montant des impôts et des cotisations obligatoires.

## Comparaison internationale de la fiscalité des entreprises

	Grèce	OCDE	Etats-Unis	Allemagne
<b>Nombre de paiements de taxes par an</b>	8,0	10,1	10,6	9,0
<b>Temps requis pour les formalités administratives en heures</b>	193,0	163,6	175,0	218,0
<b>Montant total des taxes en % des profits</b>	51,9	41,6	36,6	48,8

Source : *The World Bank - Doing Business, Dernières données disponibles.*

## Les règles comptables

### LE SYSTÈME COMPTABLE

Les normes comptables IFRS ou PCGR grec. L'application des IFRS est obligatoire pour les sociétés dont les actions ou les titres sont cotés; et pour les sociétés qui sont consolidées à des fins comptables avec une société qui utilise les IFRS si cette société représente au moins 5% du chiffre d'affaires consolidé, des actifs consolidés ou des résultats consolidés (après droits minoritaires). Les IFRS sont facultatives pour les autres sociétés et les sociétés à responsabilité limitée. Les nouveaux PCGR grec, qui présentent de nombreuses similitudes avec les IFRS, s'appliquent à compter du 1er janvier 2015 dans tous les autres cas.

La législation comptable communautaire repose principalement sur deux directives "Droit des sociétés" : la première (78/660/CEE) impose à toutes les sociétés à responsabilité limitée d'établir des comptes annuels ; son objectif n'est pas de parvenir à une harmonisation complète des règles comptables mais plutôt d'assurer une meilleure comparabilité des informations financières ; la deuxième directive (83/149/CEE) impose aux sociétés mères de préparer des comptes consolidés et un rapport annuel consolidé qui détaille la situation financière du groupe.

Les organismes comptables Normes internationales de comptabilité européennes

Les lois comptables La comptabilité est régie par la loi 4172/2013.

L'écart entre les normes nationales et les normes internationales (IAS/IFRS) Les normes IFRS sont exigées pour toutes les sociétés publiques nationales et les sociétés étrangères (sauf dans le cas d'une société étrangère dont les normes du pays d'origine sont considérées par l'UE comme étant équivalentes aux normes IFRS). Les IFRS ne sont pas requises pour les PME.

### LES PRATIQUES COMPTABLES

L'année fiscale L'année fiscale est composée d'une période de 12 mois, qui se termine le 31 décembre ou le 30 juin. Les filiales de groupes étrangers peuvent utiliser d'autres dates de fin d'année.

La structure des comptes L'évaluation des comptes est axée sur les principes de prudence et d'invariabilité des méthodes d'évaluation. Le rapport annuel doit contenir une représentation fidèle de l'évolution de l'entreprise et de la situation financière de l'entreprise. En outre, il doit contenir des informations sur les événements importants survenus au cours de l'exercice fiscal, sur l'évolution prévisible de l'entreprise et sur les activités de recherche et de développement de l'entreprise. Le bilan financier doit inclure: un bilan, un rapport annuel, un tableau de répartition des bénéfices et des annexes.

Les obligations de publication Chaque année, les entreprises sont tenues de publier une déclaration financière, comprenant: un bilan, un rapport annuel, un tableau de distribution des bénéfices et des annexes. Cette déclaration doit être vérifiée, envoyée au registre des sociétés anonymes et publiée dans le journal officiel du gouvernement. En conformité avec les directives européennes, toutes les sociétés cotées à la bourse doivent établir leurs comptes annuels consolidés sur la base des normes comptables internationales IAS.

## LA PROFESSION COMPTABLE

Les corps de métiers	L'Institut grec des experts-comptables agréés (SOE : Soma Orkoton Elekton Logiston) est l'organe officiel de la profession d'expert-comptable.
L'adhésion à l'IFAC (International Federation of Accountants)	Oui
L'adhésion à d'autres fédérations de comptables	Membre d'Accountancy Europe (anciennement connu sous le nom de la Fédération des Experts Comptables Européens)
Les organismes d'audit	Le contrôle externe des comptes doit être confié à un organisme de contrôle des comptes (auditeurs) choisi par l'entreprise. Pour plus d'information, consulter l'Institut grec des experts comptables agréés (SOEL).

Consultez [French Desk](#) pour trouver les sociétés d'audit et de conseil prêtes à vous accompagner en Grèce.

## Les taxes à la consommation

---

La nature de la taxe	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
Le taux standard	24%
Le taux réduit	<p>Un taux réduit de TVA de 13 % s'applique aux services d'hébergement hôtelier ; services alimentaires fournis par des restaurants, grillades, tavernes, cafés, cafétérias, pâtisseries et autres entreprises connexes ; mise à disposition de services pour internats, structures pour personnes handicapées et structures d'hébergement pour personnes handicapées mentales, troubles mentaux et toxicomanes; types d'huile; préparations de viande et de poisson; sucres et sucreries; cacao et préparations à base de cacao; préparations alimentaires diverses à base de céréales, de farine, d'amidon ou de lait; préparations de légumes, de fruits, de noix et de jus de fruits et de légumes; café, thé, préparations à base de ces produits et succédanés de café; pâtes, préparations pour sauces et sauces, préparations pour soupes et bouillons, crèmes glacées, vinaigre et sel.</p> <p>Réduction temporaire à 13 % (jusqu'au 30 juin 2022) : boissons non alcoolisées, sans adjonction d'alcool en toute proportion et eau gazeuse ; transport de personnes et de leurs bagages; billets de jeux sportifs; billets de cinéma; les objets d'art, associations ou antiquités importés et les objets de valeur artistique lorsqu'ils sont livrés par leur créateur ou ses ayants droit ; billets de zoo; services de gymnases; services des écoles de danse et à condition qu'ils ne soient pas exonérés.</p> <p>Un taux super réduit de 6% s'applique aux livres; les journaux; les magazines; les billets de théâtre et la fourniture d'électricité et de gaz, ainsi que les ventes de quartier.</p> <p>Les îles de Lesbos, Chios, Samos, Kos et Leros - touchées par la crise des réfugiés - bénéficient d'une réduction de 30% des taux normaux de TVA.</p>
Les exemptions de taxe à la consommation	<p>Les fournitures exonérées comprennent les services postaux, les services financiers et d'assurance, certaines ventes et locations de biens immobiliers sous conditions, les services médicaux fournis par le droit public et d'autres organisations à but non lucratif et les soins de santé.</p> <p>Exportations de biens hors de l'UE et services connexes; Les livraisons intracommunautaires de biens et de services à un assujetti établi dans et hors de l'UE en vertu de la règle par défaut B2B dans le cadre de la prestation de services sont détaxées. Jusqu'au 31 décembre 2022, les vaccins contre le COVID-19 sont également détaxés.</p>
Les modes de calcul et de déclaration	La TVA s'applique au moment et au lieu de livraison. Les déclarations sont déposées par voie électronique mensuellement si le contribuable tient des livres comptables en partie double et trimestriellement si le contribuable tient des livres comptables en partie simple. L'enregistrement est obligatoire pour les entités résidentes effectuant des livraisons imposables de biens ou de services d'un montant égal ou supérieur à 10 000 EUR. Les entreprises dont le chiffre d'affaires hors TVA est inférieur à 10 000 EUR peuvent demander l'exonération des "petites entreprises" en vertu de l'article 39 du code de la TVA grec.
Les autres taxes à la consommation	<p>Des droits d'accise sont imposés sur les produits énergétiques et électriques (c'est-à-dire l'essence, le gaz naturel et l'électricité), les tabacs manufacturés, les produits alcoolisés et le café.</p> <p>Un droit de succession de 1% à 10% est prélevé pour les membres proches de la famille et de 0% à 40% pour d'autres héritiers sur la valeur fiscale des biens immobiliers.</p>

La taxe foncière est également perçue en fonction des caractéristiques de la propriété et de la valeur objective totale de tous les biens du contribuable.

Un droit de timbre de 3,6% de 2,4% ou de 1,2% est perçu sur certaines transactions.

## Les taxes sur le revenu des personnes

La distinction entre résident et non-résident

Une personne physique peut être considérée comme résidente fiscale si elle est présente dans le pays pendant plus de 183 jours au cours d'une période de 12 mois ou si la Grèce est le centre de ses « intérêts vitaux » (qui peuvent être évalués en cas de propriété d'actifs en Grèce, d'inscription à la sécurité sociale, si la famille réside ou passe des vacances en Grèce, etc.).

### Le taux standard

Revenu individuel (salaires, pensions et bénéfices commerciaux)	Taux
Jusqu'à 10 000 EUR	9%
De 10 001 à 20 000 EUR	22%
De 20 001 à 30 000 EUR	28%
De 30 001 à 40 000 EUR	36%
Au-dessus de 40 000 EUR	44%
Taxe de Contribution de solidarité (valable pour les résidents et les non-résidents)	Taux
Jusqu'à 12 000	0%
De 12 000 à 20 000 EUR	2,2%
De 20 001 à 30 000 EUR	5%
De 30 001 à 40 000 EUR	6,5%
De 40 001 à 65 000 EUR	7,5%
De 65 001 à 220 000 EUR	9%
Au-dessus de 220 000 EUR	10%
Revenus immobiliers	
De 0 à 12 000 EUR	15%
De 12 001 à 35 000 EUR	35%
Au-dessus de 35 000 EUR	45%

Les déductions et les crédits d'impôt

L'impôt sur le revenu est réduit en fonction de certaines dépenses pour la vie personnelle annuelle. Le montant maximal de la réduction d'impôt (applicable aux revenus des salariés et des pensions) est de 777 EUR pour les revenus jusqu'à un maximum de 12 000 EUR pour une personne seule ou pour une personne mariée sans personne à charge (plus 33 EUR pour une personne mariée avec une personne à charge, 123 EUR pour une personne mariée avec deux personnes à charge et 243 EUR pour une personne mariée avec trois personnes à charge, 563 EUR pour quatre personnes à charge et 220 EUR pour chaque personne à charge supplémentaire). Pour les revenus salariaux et de pension supérieurs à 12 000 EUR, le montant de la déduction fiscale est réduit de 20 EUR par tranche de 1 000 EUR de revenu.

Une réduction d'impôt sur le revenu d'emploi est prévue si un contribuable paie 30% du revenu réel de son emploi salarié, de ses retraites et de son entreprise pour l'achat de biens ou de services en Grèce ou dans l'UE / EEE à l'aide d'un moyen de paiement électronique (si les versements au titre de l'impôt sur le revenu et immobilier ainsi que pour les prêts aux institutions financières et les locations dépassent 60 % des revenus réels des contribuables, le seuil est réduit de 30 % à 20 %).

Certaines dépenses peuvent être déduites du revenu brut, y compris les cotisations de sécurité sociale obligatoires et les dons à certains organismes de bienfaisance (plafonnés à 5% du revenu imposable).

Les régimes spéciaux concernant les expatriés

L'impôt sur le revenu personnel est dû par toutes les personnes qui gagnent un revenu en Grèce, indépendamment de leur nationalité ou de leur lieu de résidence permanente. Les non-résidents ne sont imposés que sur les revenus de source grecque, mais ne sont pas exonérés de la surtaxe solidaire.

Un régime fiscal spécial pour les expatriés qui ont l'intention de rester dans le pays pendant au moins deux ans a été introduit avec la loi 4758/4.12.2020. Sous certaines conditions, ces personnes sont exonérées de l'impôt sur le revenu et de l'impôt de solidarité sur 50 % de leurs revenus d'emploi de source grecque ou de leurs revenus d'indépendant.

Dans le cadre du nouveau régime fiscal alternatif pour les retraités étrangers qui déménagent en Grèce, les personnes physiques seront soumises à un taux d'imposition forfaitaire annuel de 7 %

sur le total des revenus de source étrangère (des conditions s'appliquent).

En outre, les investisseurs peuvent choisir d'être imposés sur la base d'un impôt forfaitaire annuel de 100 000 EUR sur le total de leurs revenus de source étrangère (applicable pour un maximum de 15 ans).

L'imposition sur la richesse

Les plus-values de cession de capital sont imposées à 15%. L'impôt sur les plus-values sur la vente de biens immobiliers est suspendu jusqu'au 31 décembre 2022. Une taxe de mutation immobilière est prélevée à 3% sur la valeur imposable du bien. Les propriétaires immobiliers sont également soumis à un droit communal (Telos Akinitis Periousias - TAP), à un taux compris entre 0,25 ‰ et 0,35 ‰ sur la valeur du bien. Un impôt sur les successions de 1% à 10% est prélevé pour les parents proches et de 0% à 40% pour les héritiers sur la valeur fiscale des biens immobiliers.

Les cotisations sociales sont retenues à 14,12% au niveau du salarié.

## Les conventions de non double imposition

---

Les pays avec lesquels une convention de non double imposition a été signée

Liste des traités sur la double imposition signés par la Grèce, (en Grec)

Les retenues à la source

Dividendes : 0 % (si la distribution de dividendes relève de la directive de l'UE sur le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents) ; 5% (dividendes reçus à compter du 1er janvier 2020)  
Intérêts: 15 %,  
Redevances : 0% (sociétés résidentes)/20 %

Les accords bilatéraux

🇫🇷 La France et la Grèce sont liées par une convention de non double imposition. Celle-ci a été signée à Athènes le 21 août 1963 et est entrée en vigueur le 31 janvier 1965. Elle tend à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu.  
Télécharger la convention en français.

## Les sources d'information fiscale

---

Les autorités fiscales

Aperçu des mesures fiscales de la Grèce en réponse au Covid-19  
Autorité indépendante des recettes publiques (Ανεξάρτητη Αρχή Δημοσίων Εσόδων - ΑΑΔΕ)  
MNEC, Ministère de l'Economie et des Finances

Les autres ressources utiles

Enterprise Greece

Les guides

Guide Fiscal PwC - Grèce